

Sommaire

Page

I. Actualités - Presse	3
• Actualités - Presse marocaine	3
• Accès à l'information	3
• Assistance juridique	3
• Intégrité	3
• Actualités - Presse étrangère	4
• Accès à l'information	4
• Assistance juridique	4
• Médiation	5
• Préjudice	18
II. Veille législative et réglementaire	19
• Veille législative et réglementaire étrangère	19
• Journal Officiel de la République Française (JORF)	19
III. Publications officielles	21
• Enquêtes	21
• Etude	22
• Rapport annuel	22
• Rapport spécial	23
IV. Veille jurisprudentielle	25
• Jurisprudence administrative étrangère	25
• République Française : Décisions du Conseil d'Etat	25
V. Dernières parutions	27
• Nouveautés papier	27
• Livres	27
✓ Edition nationale	27
✓ Editions étrangères	28
• Nouveautés numériques	31
• Nouveautés étrangères	31
✓ Service en ligne	31
✓ Sites web	32
✓ Blog	35
✓ Application mobile	36

I- Actualités - Presse

- **Actualités - presse marocaine**

- **Accès à l'information**

- **Accès à l'information : quand Moubdii ose les plus fantaisistes des comparaisons**

Source : <http://www.le360.ma/fr/politique/acces-a-linformation-quand-moubdii-ose-les-plus-fantaisistes-des-comparaisons-61804> (page consultée le 20/01/2016)

Mohamed Moubdii ose toutes les comparaisons, même les plus improbables. Pour lui, le projet de loi relatif au droit d'accès à l'information, soumis à l'examen des députés de la première Chambre, est meilleur que les lois françaises, allemandes ou espagnoles en la matière.

- **Assistance juridique**

- **Une assistance juridique gratuite pour les réfugiés**

Source : <http://Int.ma/une-assistance-juridique-gratuite-pour-les-refugies/> (page consultée le 14/01/2016)

L'association Droit et Justice lance son programme de formations gratuites en droit des réfugiés au profit des avocats, en langue arabe. En contrepartie, ces derniers s'engagent à assurer aux demandeurs d'asile une assistance juridique gratuite et de qualité. Ce programme va démarrer samedi 16 janvier 2016 de 9h00 à 16h00 à la Maison de l'avocat de Casablanca (boulevard de la Résistance).

- **Intégrité**

- **Lutte contre la corruption : Transparency Maroc applaudit l'adoption d'une stratégie nationale**

Source : <http://lavieeco.com/news/actualite-maroc/lutte-contre-la-corruption-transparency-maroc-applaudit-ladoption-dune-strategie-nationale.html> (page consultée le 04/01/2016)

Transparency Maroc applaudit la stratégie nationale de lutte contre la corruption adoptée lundi 28 décembre 2015 par le Comité de pilotage, présidé par le Chef du Gouvernement.

Dans un communiqué publié le 3 janvier 2016, Transparency Maroc souligne que cette stratégie « bien qu'elle soit perfectible sur plusieurs aspects, présente dans sa globalité les éléments essentiels d'une feuille de route structurante et donnant de la lisibilité de ce que sera entrepris dans ce domaine ».

- **Actualités - presse étrangère**

- **Accès à l'information**

- **Canada - La communication de l'Administration Coderre remise en cause**

Source : <http://ici.radio-canada.ca/regions/Montreal/2016/01/13/002-montreal-opposition-coderre-transparence-journalistes-public-projet-montreal-fpjq.shtml> (page consultée le 13/01/2016)

Le parti Projet Montréal demande au Maire Denis Coderre d'améliorer la transparence de son administration envers le public et les journalistes. Le parti déposera une motion en ce sens à la prochaine séance du Conseil municipal le 25 janvier.

La Fédération Professionnelle des Journalistes du Québec (FPJQ) a reçu de nombreuses plaintes de reporters qui n'obtiennent pas l'information demandée à la Ville de Montréal ou qui l'obtiennent tardivement.

- **Assistance juridique**

- **Fondation d'assistance juridique des vétérans mise en place pour fournir aux anciens combattants canadiens un meilleur accès à la justice**

Source : <http://www.newswire.ca/fr/news-releases/fondation-dassistance-juridique-des-veterans-mise-en-place-pour-fournir-aux-anciens-combattants-canadiens-un-meilleur-acces-a-la-justice-565426361.html> (page consultée le 15/01/2016)

Peter Stoffer a fait part à la Chambre des communes ce matin d'une nouvelle organisation caritative favorisant l'accès à la justice pour les anciens combattants canadiens.

La Fondation d'assistance juridique des vétérans (la « Caisse des services juridiques des vétérans ») a été constituée en 2016 comme organisation caritative fournissant aux vétérans canadiens le financement d'un conseiller juridique d'un cabinet privé afin de réduire le fardeau des frais juridiques encourus découlant des séances devant les instances administratives et les tribunaux.

• Médiation

- فلسطين - الهيئة المستقلة لحقوق الإنسان : ديوان المظالم - دورة تدريبية للمشرفات على النزيلات في مراكز الإصلاح والتأهيل

Source : <http://www.ichr.ps/arabic.php> (page consultée le 01/01/2016)

اختتمت الهيئة المستقلة لحقوق الإنسان، برنامج قطاع غزة، دورة تدريبية بعنوان، (ومعايير معاملة النزيلات في مراكز الإصلاح والتأهيل) استهدفت العاملات في مراكز الإصلاح والتأهيل

- **France - Le Centre de médiation des notaires bretons compte 100 médiateurs attachés**

Source : <http://www.letelegramme.fr/ille-et-vilaine/rennes/justice-le-centre-de-mediation-des-notaires-bretons-compte-100-mediateurs-rattaches-04-01-2016-10908630.php> (page consultée le 04/01/2016)

Un an après sa création, le Centre de médiation des notaires bretons compte une centaine de médiateurs rattachés, soit une vingtaine dans chaque département. Ces médiateurs sont des notaires en exercice ou des notaires honoraires ont tous suivi une formation spécifique leur permettant d'accompagner les parties à trouver rapidement (en trois mois maximum), sans passer par la case "tribunal", et à moindre coût, une issue amiable dans un dossier conflictuel et ceux pour tous les litiges liés à la famille, au patrimoine, à l'immobilier ou encore à l'activité professionnelle.

- **France - Déchéance de nationalité : « C'est une erreur», avertit Toubon**

Source : <http://www.20minutes.fr/societe/1758823-20160104-decheance-nationalite-erreur-avertit-toubon> (page consultée le 04/01/2016)

Malgré la trêve de Noël, le sujet brûlant de la déchéance de nationalité n'a cessé d'enflammer le débat politique. Dimanche soir, Jacques Toubon, le Défenseur des Droits a qualifié d'« erreur » le projet de réforme constitutionnelle de François Hollande sur la déchéance de nationalité.

- **Espagne – Défenseur du Peuple – Publicada la lista de oficinas de atención al ciudadano que cumplirán las condiciones de accesibilidad universal = Publication de la liste des services d'accueil des citoyens qui remplissent les conditions d'accès universellement reconnues**

Source : <https://www.defensordelpueblo.es> (page consultée le 04/01/2016)

La Secretaría de Estado de Administraciones Públicas ha publicado en el Boletín Oficial del Estado (BOE) el listado de las Oficinas de Atención al Ciudadano que reunirán las condiciones de accesibilidad universal, tal y como solicitó el Defensor del Pueblo.

- **Canada - L'Ombudsman du N.-B¹. affirme que les critiques du public nuisent aux bonnes politiques**

Source : <http://ici.radio-canada.ca/regions/atlantique/2016/01/06/012-acadie-nouveau-brunswick-ombudsman-politiques.shtml> (page consultée le 06/01/2016)

L'Ombudsman du Nouveau-Brunswick, Charles Murray, affirme que le public a besoin de donner une certaine marge de manœuvre aux politiciens lorsque ces derniers reviennent sur des décisions impopulaires.

M. Murray argumente que si le statu quo persiste, cela pourrait décourager les futurs gouvernements à corriger leurs erreurs.

L'ombudsman a fait cette déclaration lors d'une entrevue à la radio de CBC mercredi. Il soutient que son bureau exige aux ministères et organismes gouvernementaux de modifier des politiques et qu'il a souvent été frustré par la résistance à admettre certains problèmes.

- **France - L'ancien Sénateur Dominique Braye nommé Médiateur de l'Eau**

Source : <http://www.leparisien.fr/yvelines-78/l-ancien-senateur-dominique-braye-nomme-mediateur-de-l-eau-06-01-2016-5426251.php> (page consultée le 06/01/2016)

Finie la retraite pour Dominique Braye. L'ancien Sénateur-maire (UMP) de Buchelay a quitté sa retraite au bord de l'Atlantique pour reprendre un peu de service. L'ex élu vient d'être nommé à la « Médiation de l'eau », un organisme créé par l'État pour résoudre les conflits entre les particuliers et les grands fournisseurs d'eau potable.

¹ L'Ombudsman du Nouveau-Brunswick

- **France - Ce médiateur va désamorcer les conflits entre la ville et les habitants**

Source : <http://www.leparisien.fr/espace-premium/val-d-oise-95/ce-mediateur-va-desamorcer-les-conflits-entre-la-ville-et-les-habitants-07-01-2016-5427233.php>(page consultée le 07/01/2016)

Il veut « recréer du lien ». Nommé Médiateur de la ville de Cergy, Michel Joguet a bien l'intention de « rapprocher les habitants et la collectivité ». « La motivation première de la municipalité, c'est de se dire qu'il manque un maillon entre le citoyen et l'administration, explique cet ancien formateur en sécurité routière. Il arrive que le citoyen n'obtienne pas satisfaction et qu'il aille au tribunal. Pour éviter ça, on a créé ce maillon. »

- **Canada - L'Ombudsman des Vétérans, Guy Parent, défie le gouvernement Trudeau et refuse de partir**

Source : <http://www.45enord.ca/2016/01/ombudsman-guy-parent-veterans-defie-gouvernement-trudeau-refuse-partir/> (page consultée le 07/01/2016)

L'Ombudsman des vétérans, Guy Parent, a exprimé sa volonté de rester en poste malgré la demande que lui a faite le gouvernement Trudeau, à lui comme à d'autres fonctionnaires importants, de quitter ses fonctions, rapporte La Presse Canadienne.

- **Canada – Manitoba - Achat de digues gonflables « non justifié », dit l'Ombudsman**

Source : <http://ici.radio-canada.ca/regions/manitoba/2016/01/07/005-steve-ashton-conflit-interets-inondation-digues-gonflables-tiger-dam-peter-ginakes-international-flood-control.shtml> (page consultée le 07/01/2016)

Il n'était pas justifié que le gouvernement manitobain tente d'octroyer un contrat sans appel d'offre de 5 millions de dollars pour l'achat de digues tubulaires de marque Tiger Dam, conclut l'Ombudsman Charlene Paquin dans un rapport publié jeudi.

- **France - Etat d'urgence : « Je crains que nos libertés soient restreintes durablement », estime Jacques Toubon**

Source : <http://www.20minutes.fr/societe/1760743-20160107-etat-urgence-crains-libertes-restreintes-durablement-estime-jacques-toubon> (page consultée le 07/01/2016)

Le mois de janvier est traditionnellement celui des vœux. Jacques Toubon n'en a qu'un seul : que l'on prenne le temps de débattre posément des mesures d'urgence envisagées par le gouvernement pour lutter contre la menace terroriste. Le Défenseur des Droits craint que l'état d'urgence ne modifie, en réalité, dans la durée l'état de notre démocratie.

- **France – Eringhem : une association pour mieux faire connaître la médiation animale**

Source : <http://www.lavoixdunord.fr/region/eringhem-une-association-pour-mieux-faire-connaître-la-ia17b47589n3258465> (page consultée le 08/01/2016)

L'association Althea, née il y a quelques semaines à Eringhem, est déjà forte de douze membres. Elle a pour objet de mettre en œuvre des activités de loisirs, de thérapie et d'éveil associant l'animal.

Séverine Courdier, sa présidente, est éducatrice spécialisée. Elle vient de valider le certificat d'intervenante en médiation animale à l'Institut de formation de Colmar. Avec cette association, elle espère promouvoir la médiation animale en Flandre.

- **Belgique - Nouvelle baisse du nombre de plaintes enregistrées par le Médiateur de l'Energie**

Source : http://www.lavenir.net/cnt/dmf20160108_00760610/nouvelle-baisse-du-nombre-de-plaintes-enregistrees-par-le-mediateur-de-l-energie (page consultée le 08/01/2016)

Le Service fédéral de Médiation de l'Energie a reçu 4.211 plaintes en 2015, en baisse par rapport aux 4.819 plaintes enregistrées en 2014.

Près de 6 plaintes sur 10 venaient de Flandre. Le recul constaté «est principalement à attribuer à une meilleure régulation des prix de l'énergie en 2015, à la baisse du taux de la TVA sur les factures d'électricité jusqu'au 31 août 2015 et au respect de l'accord protégeant le consommateur », a précisé le Service de médiation.

- **Espagne – Défenseur du Peuple – Visita a la Comisaria del distrito de Arganzuela (Madrid) = Visite au Poste de police de Madrid (arrondissement d'Arganzuela)**

Source : <https://www.defensordelpueblo.es/noticias/visita-a-la-comisaria-del-distrito-de-arganzuela-madrid/> (page consultée le 08/01/2016)

La Defensora del Pueblo, Soledad Becerril, accompagnée de techniciens du Mecanismo Nacional de Prevención de la Tortura (MNP) ha visitado este jueves la Comisaría del Cuerpo Nacional de Policía (CNP) en el distrito madrileño de Arganzuela.

Realizada sin previo aviso, esta visita se enmarca dentro de las inspecciones que el Mecanismo Nacional de Prevención de la Tortura (MNP) realiza periódicamente a centros de privación de libertad.

- **Canada - Itinérance chez les vétérans : un vrai problème, selon un ex-Ombudsman**

Source : <http://www.lapresse.ca/actualites/national/201601/10/01-4938399-itinerance-chez-les-veterans-un-vrai-probleme-selon-un-ex-ombudsman.php> (page consultée le 10/01/2016)

Pat Stogran, le premier Ombudsman des Vétérans du Canada, se rappelle très bien du jour de 2008 où il a été traîné dans le bureau de Greg Thompson - à l'époque Ministre des Anciens Combattants - afin de se faire réprimander pour avoir rendu public le problème de l'itinérance chez les ex-soldats.

Ce n'est absolument pas un problème, aurait dit le Ministre, le visage rouge de colère, à M. Stogran, un colonel d'infanterie recruté par un gouvernement conservateur soucieux de prouver qu'il était le meilleur ami des militaires.

- **France - Nancy : ces animaux qui soignent : trois étudiantes en BTSA portent un projet intéressant de médiation animale**

Source : <http://www.estrepublicain.fr/edition-de-nancy-ville/2016/01/11/nancy-ces-animaux-qui-soignent> (page consultée le 11/01/2016)

C'est un projet qui leur tient à cœur. Anaïs, Marion et Noémie, trois étudiantes en BTSA Productions Animales au lycée Pixérécourt de Malzéville, organisent une exposition lors des portes ouvertes de l'établissement, le 19 mars prochain. Passionnées de dessins et de photos, elles mettent à contribution leurs talents pour sensibiliser le public à la médiation par l'animal. Une pratique qui consiste à faire intervenir un animal soigneusement choisi et entraîné auprès d'un patient, en complément d'une thérapie effectuée par un spécialiste.

- **France - Dechy : la Mairie va recruter trois jeunes en contrat de service civique**

Source : <http://www.lavoixdunord.fr/region/dechy-la-mairie-va-recruter-trois-jeunes-en-contrat-de-ia16b0n3265542?xtor=RSS-2> (page consultée le 12/01/2016)

La ville de Dechy se propose, à partir du 1^{er} février, d'embaucher trois jeunes en contrat de service civique. Ils seront basés au centre socioculturel.

Le premier remplira le rôle de **Médiateur du lien social dans les quartiers**. À charge pour lui de concevoir et mener une action préventive des conflits dans les espaces publics.

Le second sera **Médiateur pour la solidarité entre les générations**. Il aura pour mission d'aider les jeunes et les personnes âgées à sortir de l'isolement.

Le dernier sera **Médiateur contre la fracture numérique**. Il s'appliquera notamment à promouvoir la participation des jeunes et des adultes à des événements numériques et médiatiques.

- **AOMF - Programmation de l'AOMF pour 2016**

Source: http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf000681.html (page consultée le 12/01/2016)

La programmation de l'AOMF pour cette nouvelle année s'inscrit dans la continuité de la vision de l'Association.

Les objectifs principaux sont ainsi l'accompagnement et le renforcement des institutions de médiation, l'élargissement du positionnement de notre association, la consolidation de l'intervention en faveur des enfants et l'intensification de la communication.

- **L'Ombudsman de Monaco : un tout nouveau venu à l'AOMF**

Source : http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf000688.html (page consultée le 13/01/2016)

Au cours du Congrès de l'AOMF tenu à Québec en octobre 2015, le comité organisateur a eu l'occasion de rencontrer quelques médiateurs pour en tirer de courtes entrevues. Un premier entretien permet d'en savoir davantage sur le Haut Commissariat à la protection des droits, des libertés et à la médiation de la Principauté de Monaco.

Anne Eastwood est Haut Commissaire à la tête de l'institution monégasque qui en est à sa deuxième année d'existence. Lors du congrès de l'AOMF, le nouvel Ombudsman a été admis par un vote unanime au rang des membres votants de l'Association.

- **Réunion de la Mission d'information et de contacts de l'OIF à Libreville : perspectives et avancées**

Source : http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf000689.html (page consultée le 13/01/2016)

La Mission d'information et de contacts avait pour dessein d'aider à la promotion du dialogue au sein des instances politiques gabonaises sclérosées par des conflits d'intérêt entre plusieurs personnalités politiques depuis plusieurs années. En outre, elle était chargée d'aider à l'instauration d'une législation électorale solide ainsi qu'à la mise en œuvre de moyens d'information des citoyens au sujet leurs droits électoraux.

- **France - Surplus de normes : l'appel d'Alain Lambert aux collectivités**

Source : <http://www.tendanceouestrouen.com/actualite-127167-surplus-de-normes-appel-alain-lambert-aux-collectivites.html> (page consultée le 13/01/2016)

Face à l'avalanche de normes parfois difficilement applicables, Alain Lambert incite les collectivités à saisir un médiateur, dans leurs relations avec les administrations centrales.

- **Normes : le Médiateur lance un appel, le Sénat veut simplifier les règles en urbanisme et dans la construction**

Source : <http://www.lemoniteur.fr/article/normes-le-mediateur-lance-un-appel-le-senat-veut-simplifier-les-regles-en-urbanisme-et-dans-la-const-31017904> (page consultée le 13/01/2016)

Le Sénat propose d'inscrire dans la Constitution le principe d'une norme supprimée pour toute norme nouvelle et vote une résolution invitant le gouvernement à simplifier certaines normes relatives à l'urbanisme et à la construction. Le médiateur des normes, Alain Lambert, appelle les collectivités territoriales à se saisir de l'opportunité de faire remonter leurs difficultés pratiques d'application.

- **FIO - Argentina : la Defensoría del Pueblo de la Nación trabaja para que se cumplan los objetivos de Desarrollo Sostenible que propone Naciones Unidas = FIO – Argentine : le Défenseur du Peuple de la Nation travaille en vue d'atteindre les objectifs de développement durable proposés par l'ONU**

Source : <http://www.portalfio.org/argentina-la-defensoria-del-pueblo-de-la-nacion-trabaja-para-que-se-cumplan-los-objetivos-de-desarrollo-sostenible-que-propone-naciones-unidas/> (page consultée le 13/01/2016)

El 1° de enero de 2016 entraron en vigencia los 17 Objetivos de Desarrollo Sostenible, con 169 metas que proponen las Naciones Unidas para que sus Estados Miembros, con una amplia participación de los grupos principales y otras partes interesadas de la sociedad civil, alcancen de aquí al año 2030.

La Defensoría del Pueblo atenderá estas cuestiones ya sea proponiendo el dictado de nuevas leyes, como así también la creación de organismos específicos para su defensa, cooperando con los poderes públicos, con la sociedad civil en su conjunto, y con la participación ciudadana mediante la firma de convenios con institución espúblicas y privadas.

- **Démission surprise de l'Ombudsman arménien**

Source : http://www.armenews.com/article.php3?id_article=120886 (page consultée le 13/01/2016)

Karen Andreasian, l'Ombudsman de l'Arménie, a démissionné de façon inattendue hier, moins de trois mois après avoir accusé des individus liés au gouvernement de mener une campagne de dénigrement contre lui.

Pour beaucoup, cette démission est certainement à lier avec son récent conflit amer avec plusieurs parlementaires représentant le Parti Républicain (HHK).

- **France - Observations complémentaires du Défenseur des Droits au Comité des Droits de l'enfant de l'ONU**

Source : <http://www.defenseurdesdroits.fr/fr/actualites/observations-complementaires-du-defenseur-des-droits-au-comite-des-droits-de-lenfant-de> (page consultée le 13/01/2016)

Au titre de sa mission de promotion et de défense des droits et de l'intérêt supérieur de l'enfant, la Défenseure des Enfants, Madame Geneviève AVENARD, est à Genève les 13 et 14 janvier 2016, pour assister à [l'audition de la France par le Comité des droits de l'enfant de l'ONU](#).

- **Canada - L'OSBI² remplit-il ses obligations?**

Source : <http://www.conseiller.ca/nouvelles/losbi-remplit-il-ses-obligations-56896> (page consultée le 13/01/2016)

L'Ombudsman des services bancaires et d'investissement (OSBI) a invité lundi le public et les professionnels de l'industrie financière à formuler des commentaires sur son mandat.

Conformément à un protocole d'entente (en anglais seulement) conclu entre les Autorités canadiennes en valeurs mobilières et l'organisme, ce dernier est tenu de se soumettre à une évaluation indépendante de ses activités et de ses pratiques en matière de plaintes liées aux investissements au plus tard le 1^{er} mai.

- **Espagne – Défenseur du Peuple - problemas de convivencia escolar = Problèmes de la coexistence à l'école : disponibilité d'un numéro de téléphone gratuit**

Source : <https://www.defensordelpueblo.es/noticias/problemas-de-convivencia-escolar/> (page consultée le 14/01/2016)

El objetivo principal del Teléfono ANAR es facilitar a los niños y adolescentes un espacio seguro, en el que se sientan escuchados y respetados, y en el que puedan expresar libremente aquello que les ocurre para intentar buscar alternativas a sus problemas conjuntamente con ellos.

- **Panama – Defensoría del Pueblo se reúne con migrantes cubanos = Panama - Le Défenseur du Peuple se réunit avec des migrants cubains**

Source : <http://www.theioi.org/fr/nouvelles/nouvelles-actuel> (page consultée le 15/01/2016)

La Defensoría del Pueblo, como entidad protectora de los Derechos Humanos de todas las personas que se encuentran en el territorio nacional, se trasladó a la comunidad de Puerto Obaldía, provincia de Darién para comprobar en las condiciones que se

² L'Ombudsman des services bancaires et d'investissement

encuentran un grupo migrantes cubanos a la espera de poder trasladarse a los Estados Unidos.

- **Espagne - El Defensor del Pueblo se interesa por la española presa en Colombia y sus cuatro hijos = Le Défenseur du Peuple s'intéresse à une prisonnière espagnole, détenue en Colombie avec ses quatre enfants**

Source : <https://www.defensordelpueblo.es/noticias/el-defensor-del-pueblo-se-interesa-por-la-espanola-presa-en-colombia-y-sus-cuatro-hijos/> (page consultée le 15/01/2016)

El Defensor del Pueblo de España realiza gestiones con el Ministerio de Asuntos Exteriores y con el Defensor del Pueblo de Colombia para tratar de resolver la situación de la joven española que se encuentra presa en Medellín (Colombia) junto a sus cuatro hijos.

La española, cuyo estado de salud es precario, fue condenada a diez años de prisión por narcotráfico, cumplió un año en prisión y el resto debe cumplirlo en arresto domiciliario.

- **Canada - Commissaire aux langues officielles - Le Commissaire souhaite que les langues officielles occupent une place constante pendant les examens des dépenses**

Source : http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf000691.html (page consultée le 15/01/2016)

Le Commissaire aux Langues Officielles, Graham Fraser, publie aujourd'hui son rapport de vérification sur les obligations du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada en matière de langues officielles dans le cadre de l'Examen stratégique et fonctionnel (ESF) de 2011-2012. Il constate que les communautés de langue officielle en situation minoritaire ne sont pas toujours prises en considération dans ce genre d'exercice.

- **Canada - L'Ombudsman de l'Ontario présente son programme d'actions pour 2016**

Source : http://www.aomf-ombudsmans-francophonie.org/actualites/nouvelles-actualites_fr_000024_actuaomf000692.html (page consultée le 15/01/2016)

A chaque fin d'année, le Bureau de l'Ombudsman de l'Ontario publie traditionnellement une liste des 10 choses fondamentales qui marqueront l'année suivante.

- **Bolivia : Defensoría realizará verificaciones en inscripciones escolares para que no se vulneren derechos = Bolivie : Le Défenseur procède à la vérification des inscriptions scolaires pour protéger les droits d'enfants**

Source : <http://www.portalfio.org/bolivia-defensoria-realizara-verificaciones-en-inscripciones-escolares-para-que-no-se-vulneren-derechos/> (page consultée le 15/01/2016)

El personal de la Defensoría del Pueblo a nivel nacional realizará verificaciones en las unidades educativas del país para garantizar que se respeten los derechos de las niñas, niños y adolescentes, especialmente en relación al acceso a la educación en condiciones de universalidad, igualdad y no discriminación.

- **Colombia : Crítica situación de salud en las cárceles del país = Colombie : situation de santé très critique au sein des prisons du pays**

Source : <http://www.portalfio.org/colombia-critica-situacion-de-salud-en-las-carceles-del-pais/> (page consultée le 15/01/2016)

Un preocupante panorama de salud virtió la Defensoría del Pueblo en las cárceles del país, que se han visto perjudicadas por la crisis de la EPS Caprecom, dado que quienes se encuentran privados de la libertad no pueden ser transferidos a otras instituciones.

- **France - La saisine du Médiateur du CTIP possible en ligne en cas de litige**

Source : <https://www.toutsurmesfinances.com/assurance//la-saisine-du-mediateur-du-ctip-possible-en-ligne-en-cas-de-litige.html> (page consultée le 15/01/2016)

Il est désormais possible de saisir sur Internet le Médiateur du Centre Technique des Institutions de Prévoyance (CTIP) en cas de litige avec son institut de prévoyance. Pour ce faire, l'assuré doit remplir un formulaire en ligne et y télécharger des pièces utiles au traitement de son dossier.

- **France - Installation de la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation**

Source : <http://www.miroirsocial.com/membre/LESUEUR/post/installation-de-la-commission-d-evaluation-et-de-controle-de-la-mediation-de-la-consommation> (page consultée le 15/01/2016)

La Secrétaire d'Etat chargée du Commerce, de l'Artisanat, de la Consommation et de l'Economie sociale et solidaire a installé le 13 janvier 2016, la Commission d'évaluation et de contrôle de la médiation de la consommation.

Chargée d'évaluer les médiateurs de la consommation et d'en tenir la liste qu'elle devra aussi adresser à la Commission européenne, elle permettra de garantir aux consommateurs l'accès à des médiateurs de qualité en termes de compétence, d'indépendance et de transparence.

- **Côte d'Ivoire - Cour d'arbitrage d'Abidjan : "Ne pourront être médiateurs" que les personnes "formées et qui auront l'agrément" (président)**

Source : <http://news.abidjan.net/h/579164.html> (page consultée le 16/01/2016)

Le président de la Cour d'arbitrage d'Abidjan, Yacouba Tall, a annoncé vendredi que les médiateurs seront désormais les personnes ayant été "formées et qui auront l'agrément" de la juridiction, dans un entretien à ALERTE INFO, en marge d'un séminaire sur la médiation.

"Pour être médiateur, il faut être formé à la médiation. On est obligé de le faire pour organiser la profession sinon les gens vont s'installer de partout et on aura des décisions qui ne seront pas bien rendues", a dit M. Yacouba Tall.

- **France - Barral : des médiateurs pour mieux vivre ensemble**

Source : <http://www.ladepeche.fr/article/2016/01/17/2257315-barral-des-mediateurs-pour-mieux-vivre-ensemble.html> (page consultée le 17/01/2016)

La cérémonie d'investiture de la promotion 2016 des nouveaux médiateurs scolaires de l'établissement Barral s'est tenue en présence de la direction, de Jacques Chanabé – responsable de la formation – et des médiateurs déjà en exercice. Ont été remis l'attestation et le bracelet qui viennent officialiser la prise de fonction du cru 2016 parmi les élèves de seconde et sixième formés.

Le projet de médiation scolaire repose sur la création de postes de médiateurs au sein de la structure, pour favoriser le mieux vivre ensemble. Les médiateurs ont pour missions de prévenir et lutter contre les petites violences à l'école, en particulier le harcèlement, développer les comportements citoyens et une culture du dialogue et de la tolérance.

- **Espagne - El Defensor del Pueblo traslada a la Fiscalía la actitud no colaboradora del Ayuntamiento de Arenys de Mar = le Défenseur du Peuple communique au Ministère Public l'attitude de non-collaboration du Conseil Municipal de Arenys de Mar**

Source : <https://www.defensordelpueblo.es/noticias/el-defensor-del-pueblo-traslada-a-la-fiscalia-la-actitud-no-colaboradora-del-ayuntamiento-de-arenys-de-mar/> (page consultée le 18/01/2016)

El Defensor del Pueblo ha trasladado a la Fiscalía General del Estado la actitud no colaboradora del Ayuntamiento de Arenys de Mar (Barcelona), para que valore si es de aplicación el artículo 502.2 del Código Penal.

El Defensor del Pueblo, a raíz de la queja presentada por un ciudadano, formuló una sugerencia dirigida al Alcalde de Arenys de Mar el 30 de abril de 2014, para que se

cumpliese en todos los edificios y establecimientos dependientes de ese Ayuntamiento lo dispuesto en el artículo 3.1 de la Ley 39/1981, sobre el uso de la bandera de España y otras banderas y enseñas.

- **Ouverture à Dakar de la IV^{ème} Assemblée générale et séminaire de formation des Médiateurs de l'espace UEMOA**

Source : <http://fr.starafrika.com/actualites/ouverture-a-dakar-de-la-iveme-assemblee-generale-et-seminaire-de-formation-des-mediateurs-de-lespace-uemoa.html> (page consultée le 19/01/2016)

La quatrième assemblée générale et séminaire de formation de l'Association des médiateurs des pays membres de l'Union économique et monétaire ouest africaine (AMP-l'UEMOA) s'est ouvert mardi à Dakar, sur le thème « Pour l'avènement d'un climat apaisé et durable dans l'espace sous régional, quel rôle pour le Médiateur? ».

« Cette rencontre est une occasion pour consolider la collaboration entre les médiateurs de nos pays respectifs et harmoniser nos outils et méthodes de travail », a déclaré le Président de l'Association des Médiateurs des Pays Membres de l'UEMOA, M. N'golo Coulibaly.

- **Sénégal - Alioune Badara Cissé, Médiateur de la République sur le projet de réformes constitutionnelles : « Ma position sera, celle du peuple Sénégalais »**

Source : http://www.dakaractu.com/Alioune-Badara-Cisse-Mediateur-de-la-Republique-sur-le-projet-de-reformes-constitutionnelles-Ma-position-sera-celle-du_a104487.html (page consultée le 19/01/2016)

Après avoir fini de prendre ses marques à la tête de la Médiation de la République du Sénégal, Me Alioune Badara Cissé n'a pas fait dans la langue de bois pour exprimer ce qu'il pense du projet de réforme constitutionnelle instituée par le Président de la République, Macky Sall notamment sur sa volonté de réduire son mandat de 7 à 5 ans.

- **France - Info "Droit à la médiation"**

Source : <http://www.geste.fr/evenements/info-droit-la-mediation> (page consultée le 19/01/2016)

Depuis le 31 décembre 2015, l'éditeur est tenu de garantir « au consommateur le recours effectif à un dispositif de médiation de la consommation » sous peine de sanction administrative.

- **France - L'Etat doit garantir le droit au logement opposable (Défenseur des Droits)**

Source : <http://www.lerevenu.com/breves/letat-doit-garantir-le-droit-au-logement-opposable-defenseur-des-droits> (page consultée le 19/01/2016)

Le Défenseur des droits Jacques Toubon a enjoint mardi l'Etat de garantir le droit au logement opposable, inscrit dans la loi, à deux mois de la présentation en Conseil des Ministres du projet de loi Egalité et citoyenneté.

"La crise du logement, les tensions dans l'hébergement d'urgence, sont certes des réalités", mais pour le Défenseur des droits, "elles ne sont pas une fatalité et peuvent trouver leur solution en mobilisant les ressources déjà existantes", estime-t-il dans un communiqué.

- **France - Pierre Pelouzet devient Médiateur des entreprises**

Source : <http://www.lemoniteur.fr/article/pierre-pelouzet-devient-mediateur-des-entreprises-31116201> (page consultée le 19/01/2016)

Médiateur national des relations interentreprises depuis novembre 2012, Pierre Pelouzet vient d'être désigné, par décret, pour présider la médiation des entreprises, résultat de la fusion entre la médiation interentreprises et la médiation des marchés publics.

- **Québec - Nouveaux programmes en Médiation de la musique : microprogramme et diplôme d'études supérieures spécialisées (DESS)**

Source : http://www.musique.umontreal.ca/af_comm/communiques_2015-2016/MediaMus_2cycle_2016.htm (page consultée le 20/01/2016)

La Faculté de musique de l'Université de Montréal est heureuse d'annoncer la création de programmes courts de 2^e cycle en médiation de la musique, pleinement arrimés aux enjeux actuels touchant le rapport entre les musiques, les différents acteurs gravitant autour du milieu musical et leurs publics. Ces nouveaux programmes seront offerts dès la session d'automne 2016.

- **Préjudice**

- **France - Le cantinage et l'accès à la télévision : faute de l'Etat en raison de la différence de prix de location entre établissements pénitentiaires : De la discrimination entre établissements pénitentiaires**

Source : <http://prison.eu.org/spip.php?article15144> (page consultée le 05/01/2016)

Tribunal administratif de Lille, 17 décembre 2015, req.n°1306859

Un prisonnier du centre de détention de Bapaume sollicite du Garde des Sceaux le remboursement du trop versé durant son incarcération au centre de détention de Bapaume pour la location mensuelle de sa télévision.

II- Veille législative et réglementaire

- **Veille législative et réglementaire étrangère**

- **Journal Officiel de la République Française (JORF)**

- **Modification des conditions de réalisation de la surveillance de la qualité de l'air à l'intérieur des locaux**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000031741934

Décret n° 2015-1926 du 30 décembre 2015 modifiant le décret n° 2012-14 du 5 janvier 2012 relatif à l'évaluation des moyens d'aération et à la mesure des polluants effectuées au titre de la surveillance de la qualité de l'air intérieur de certains **établissements recevant du public** (*JORF n°0001 du 1 janvier 2016 texte n° 8*).

- **Modalités de prise en charge des victimes d'actes de terrorisme par les organismes d'assurance maladie**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000031742390

Décret n° 2016-1 du 2 janvier 2016 relatif à la prise en charge des victimes d'actes de terrorisme par les organismes d'assurance maladie (*JORF n°0002 du 3 janvier 2016 texte n° 23*).

- **Création du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000031769527

Décret n° 2016-5 du 5 janvier 2016 portant création du Centre national des soins palliatifs et de la fin de vie (*JORF n°0004 du 6 janvier 2016 texte n° 9*).

- **Allongement de la durée de validité des autorisations d'urbanisme : simplification des formalités pour les travaux exécutés sur des constructions existantes : mises à jour suite à la suppression de contributions d'urbanisme**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000031769678

Décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée (*JORF n°0004 du 6 janvier 2016 texte n° 24*).

- **Prévoir que le silence gardé par l'administration pendant un délai de deux mois vaut acceptation par exception au 3° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000031783036

Décret n° 2016-7 du 5 janvier 2016 relatif aux exceptions à l'application du principe « silence vaut rejet » sur le fondement du 3° du I de l'article 21 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations (*JORF n°0005 du 7 janvier 2016 texte n° 17*).

- **Modification du système de la modulation géographique de l'unité de valeur et du nombre de tranches d'aide juridictionnelle partielle**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000031824585

Décret n° 2016-11 du 12 janvier 2016 relatif au montant de l'**aide juridictionnelle** (*JORF n°0010 du 13 janvier 2016 texte n° 11*).

- **Modalités techniques d'organisation et de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux dénommées « lits halte soins santé » (LHSS) et « lits d'accueil médicalisés » (LAM)**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000031824723

Décret n° 2016-12 du 11 janvier 2016 relatif aux conditions techniques d'organisation et de fonctionnement des structures dénommées « lits halte soins santé » (LHSS) et « lits d'accueil médicalisés » (LAM) (*JORF n°0010 du 13 janvier 2016 texte n° 24*).

- **Composition et fonctionnement du Conseil national d'évaluation des normes**

Source : http://www.legifrance.gouv.fr/jo_pdf.do?id=JORFTEXT000031837617

Décret n° 2016-19 du 14 janvier 2016 modifiant les dispositions réglementaires du code général des collectivités territoriales relatives à la composition et au fonctionnement du Conseil national d'évaluation des normes (*JORF n°0012 du 15 janvier 2016 texte n° 33*).

III- Publications officielles^{*}

• **Enquêtes**

- **Québec – Protecteur du Citoyen - CHSLD : assurer le déplacement sécuritaire des résidents**, enquête publiée le 05/01/2016

Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/CHSLD-assurer-le-deplacement-securitaire-des-residents>

Le résident d'un CHSLD a dû être opéré pour une fracture à la hanche. Son épouse porte plainte au Protecteur du Citoyen parce qu'elle est persuadée que cette fracture est le résultat d'une chute que le personnel du CHSLD aurait omis de déclarer.

À la suite de l'intervention du Protecteur du citoyen, l'établissement a accepté de renouveler la formation de l'ensemble du personnel sur le déplacement sécuritaire des résidents. De plus, le personnel a été avisé que les gestes qui mettent en danger la sécurité des résidents seraient réprimandés.

- **Québec – Protecteur du Citoyen - SAAQ : une erreur de transcription pose problème au propriétaire d'une voiture usagée**, enquête publiée le 11/01/2016

Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/SAAQ-erreur-de-transcription-odometre>

Un citoyen, qui a acheté une voiture usagée il y a quelques années, porte plainte au Protecteur du Citoyen parce que la Société de l'Assurance Automobile du Québec (SAAQ) a inscrit un kilométrage trop élevé lors du transfert de propriété.

À la suite de l'intervention du Protecteur du Citoyen, la SAAQ a accepté de corriger le kilométrage à 107 000 km en date de la transaction effectuée trois ans plus tôt.

- **Québec – Protecteur du Citoyen - Quelle est la différence entre le rapport d'autopsie et le rapport du coroner ?** enquête publiée le 18/01/2016

Source : <https://protecteurducitoyen.qc.ca/fr/enquetes-et-recommandations/resultats-d-enquetes/rapport-autopsie-ou-rapport-du-coroner>

Une dame, dont la mère est morte subitement, a demandé au Bureau du coroner d'obtenir le rapport d'autopsie afin de savoir de quoi sa mère était décédée. Sa demande ayant été refusée, elle porte plainte au Protecteur du Citoyen.

Grâce à l'intervention du Protecteur du citoyen, la dame a finalement pu obtenir les informations désirées en consultant le rapport du coroner. Le Bureau du coroner, quant à lui, a fait en sorte de mieux renseigner les citoyens en précisant, dans sa lettre type, que malgré l'accès refusé au rapport d'autopsie (ou autre document considéré comme une annexe), il est possible de demander le rapport du coroner.

• Etude

- France – « La médiation sociale dans les transports collectifs terrestres : État des lieux en 2014 », étude réalisée par le Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie, publiée en Mai 2015

Source : http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/mediation_sociale_ondt.pdf

Présentation

Réalisée en collaboration avec les principaux partenaires concernés (autorités organisatrices de transport, entreprises de transport, Secrétariat Général du comité interministériel de prévention de la délinquance) réunis autour d'un comité technique national chargé du suivi de l'étude, cette étude tend d'abord à dresser un état des lieux de la médiation sociale dans les transports publics français, ensuite à mesurer l'efficacité et l'impact de cette activité, et enfin à apporter un appui méthodologique aux acteurs de terrain souhaitant mettre en place ou développer un dispositif de médiation sociale.

Développée au début dans le but de lutter contre l'insécurité d'une part et de mettre en place des dispositifs d'insertion de chômeurs et des jeunes en difficultés d'autre part, l'activité des médiateurs sociaux a rendu ces derniers des acteurs incontournables de la prévention de la délinquance dans les transports publics.

• Rapport annuel

- Rapport annuel 2014-2015 de la Commissaire à l'Information du Canada, consulté le 20/01/2016

Source : http://www.oic-ci.gc.ca/fra/rapport-annuel-annual-report_2014-2015.aspx

Présentation

Le présent rapport annuel décrit les activités de la Commissaire à l'Information du Canada en 2014-2015. Selon Mme **Suzanne Legault**, la Commissaire à l'Information, l'année 2014-2015 a probablement été l'une des années les plus difficiles de son mandat jusqu'à présent.

En ce qui concerne les progrès accomplis, Mme **Suzanne Legault** affirme : « la Cour d'appel fédérale a imposé un cadre juridique plus que nécessaire à l'utilisation des prorogations de délai auxquelles les institutions peuvent se prévaloir avant de répondre aux demandes. De la même façon, la Cour d'appel fédérale a souligné que les institutions fédérales n'étaient pas autorisées à imposer des frais aux demandeurs pour l'obtention de documents électroniques ».

Cependant, « le recul le plus marquant en matière de violation des droits d'accès à l'information résulte toutefois de l'adoption du projet de loi C-59, la *Loi no 1 sur le plan d'action économique de 2015*. Cette loi comprend des modifications rétroactives à la *Loi sur l'abolition du registre des armes d'épaule* qui rendent les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* inapplicables aux documents du registre des armes d'épaule », déclare Mme la Commissaire.

Dans 58 pages, ce rapport détaille les chapitres suivants :

- ✓ Faits saillants ;
- ✓ Enquêtes ;
- ✓ Procédures judiciaires ;
- ✓ Promouvoir de l'accès ;
- ✓ Services organisationnels ;
- ✓ Un regard sur l'avenir.

● **Rapport spécial**

- **Rapport du Protecteur du citoyen (Québec) intitulé : « Le traitement des demandes d'adaptation du domicile : la SAAQ doit répondre plus vite aux besoins pressants de graves accidentés de la route », publié le 1^{er} Décembre 2015**

Source : https://protecteurducitoyen.qc.ca/sites/default/files/pdf/rapports_speciaux/2015/2015-11-17_SAAQ-adaptation-de-domicile.pdf

Présentation

Le présent rapport résulte, comme indiqué dans le sommaire, de l'examen de la situation des victimes d'accidents de la route qui ont conservé des séquelles graves et qui doivent réintégrer, après la période d'hospitalisation, leur domicile lequel doit être adapté de façon à ce qu'ils arrivent à retrouver le meilleur niveau d'autonomie possible dans la vie quotidienne. La mission de traitement de ces demandes d'accidentés incombe à la Société de l'Assurance Automobile du Québec (SAAQ), qui a fait l'objet d'un certain nombre de plaintes où les usagers concernés expriment leur insatisfaction en ce qui concerne les délais de la SAAQ à traiter leur demande de remboursement de frais pour adapter leur domicile.

Ainsi, « l'enquête du Protecteur du Citoyen l'amène à conclure que dans les dossiers d'adaptation du domicile, pour les nombreux cas d'attente prolongée, la performance de gestion du traitement des demandes d'adaptation du domicile commande d'importantes améliorations. Le Protecteur du Citoyen formule donc à l'intention de la SAAQ onze recommandations », selon le rapport.

Dans 64 pages, ce rapport traite les points suivants :

- ✓ Le cadre juridique et administratif;
- ✓ L'enquête du Protecteur du Citoyen;
- ✓ Les facteurs de délais d'attente;
- ✓ Les cas vécus pour illustrer la problématique des délais;
- ✓ La gestion des demandes d'adaptation du domicile à la Commission de la santé et de la sécurité du travail;
- ✓ Recommandations.

* Présentations établies par l'équipe de veille.

IV- Veille jurisprudentielle

- **Jurisprudence administrative étrangère**

- **République Française : Décisions du Conseil d'Etat**

- **Vente d'œuvres d'art : droit de préemption : libre circulation des marchandises à l'intérieur de l'Union européenne, Conseil d'État, 10ème / 9ème SSR, 18/12/2015, 363163, Publié au recueil Lebon**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT00003164908&fastReqId=138497158&fastPos=12&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 09 Le droit de préemption sur les ventes d'oeuvres d'art prévu par l'article L. 123-1 du code du patrimoine ne constitue qu'une modalité d'acquisition des oeuvres d'art par l'Etat, sans incidence, par elle-même, sur la libre circulation de ces oeuvres à l'intérieur de l'Union européenne. Ainsi, elle ne constitue pas une restriction quantitative à l'importation ou à l'exportation ou une mesure d'effet équivalent à une telle restriction, prohibée par les articles 28 et 29 du traité instituant la Communauté européenne, devenus les articles 34 et 35 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

- **Collectivités territoriales : pouvoir de substitution conféré au préfet, Conseil d'État, 10ème / 9ème SSR, 18/12/2015, 369834**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000031649094&fastReqId=138497158&fastPos=16&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 135-02-01-02-02-03-02 Il résulte de l'article 34-1 du code civil, à moins qu'un texte particulier n'en dispose autrement, que le pouvoir de substitution conféré au préfet par l'article L. 2122-34 du code général des collectivités territoriales (CGCT) ne s'applique que dans les limites des compétences des maires qui s'exercent dans le domaine administratif sous l'autorité ou le contrôle du préfet, et ne s'étend pas, alors même que les maires agissent au nom de l'Etat, aux actes résultant de l'exercice des fonctions d'officier d'état-civil, qui est placé sous le contrôle du procureur de la République.

- **Code du travail : conditions de travail : liste des catégories de travaux auxquels les mineurs peuvent être employés, Conseil d'État, 1ère / 6ème SSR, 18/12/2015, 373968**

Source : <http://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?idTexte=CETATEXT000031649110&fastReqId=1799740297&fastPos=21&oldAction=rechJuriAdmin>

Résumé : 66-03-03 Les articles L. 4153-8 et L. 4153-9 du code du travail et les textes pris pour leur application assurent la transposition des 1, 2 et 3 de l'article 7 de la directive 94/33/CE du 22 juin 1994. Si l'article R. 4153-41 du même code prévoit que

la demande d'autorisation de déroger précise les travaux nécessaires à la formation professionnelle pour lesquels elle est présentée, il incombe toutefois au pouvoir réglementaire, lorsqu'il détermine, sur le fondement de l'article L. 4153-9, la liste des catégories de travaux auxquels les travailleurs de moins de dix-huit ans peuvent être employés, par dérogation à l'article L. 4153-8, de vérifier la nécessité de dérogations pour les besoins de leur formation professionnelle et la possibilité d'assurer la protection de leur sécurité et de leur santé, dès lors que les travaux sont effectués sous la surveillance d'une personne compétente.

V- Dernières Parutions

- **Nouveautés papier**

- Livres

- ✓ Edition nationale

- **Histoire du Maroc indépendant : biographies politiques**

Source : <http://www.cndh.org.ma/fr/communiqués/histoire-du-maroc-indépendant-biographies-politiques-nouvelle-publication-sur-lhistoire>



- **Coordinateurs : Jilali El Adnani, Mohammed Kenbib**
- **Date de parution : 2015**
- **616 pages**
- **ISSN : 978-9954-35-823-8**

Présentation (extrait)

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre des recommandations de l'Instance Equité et Réconciliation (IER) relatives à l'axe 'Archives, histoire et mémoire', le Centre de l'Histoire du Temps Présent vient de publier l'ouvrage : 'Histoire du Maroc indépendant: Biographies politiques'.

Résultat de la collaboration de 21 universitaires et chercheurs, ce travail se veut une contribution au vaste chantier et au défi que représente l'histoire du temps présent.

✓ Editions étrangères

- **Médiation, la conduite libérale des conflits**

Source : <http://www.e-leclerc.com/espace+culturel/produit/m%C3%A9diation,-la-conduite-lib%C3%A9rale-des-conflits,28744382/>

Visuel non disponible

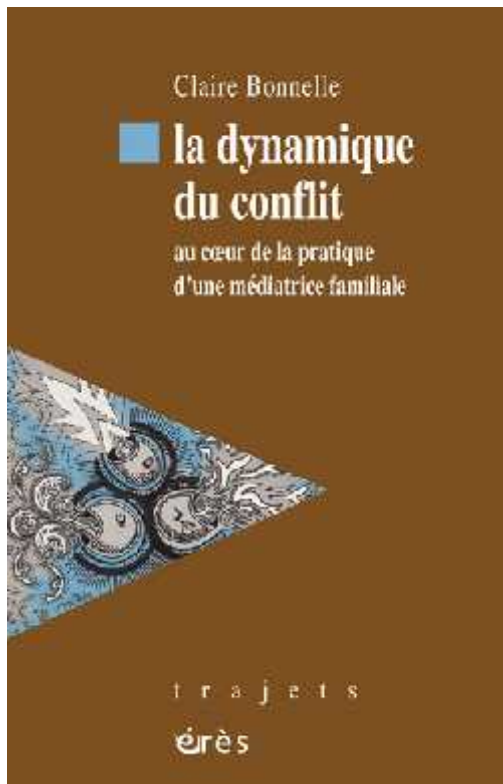
- **Titre** : Médiation, la conduite libérale des conflits
- **Auteur(s)** : Jean-Bernard Dagnaud, Marc Guillaume, Gérard Lieberherr
- **Traducteur(s)** : Collectif
- **Éditeur** : Descartes & Cie
- **Date de sortie** : 17/01/2016
- **Collection** : Essais
- **ISBN / EAN** : 978-2-84446-291-6 - 9782844462916

Présentation (extrait)

Une réflexion sur la médiation, processus dont l'application transforme en profondeur les pratiques judiciaires et la gestion des litiges en évitant les contraintes du droit et en permettant une meilleure reconnaissance des intérêts des parties. Les auteurs insistent sur ses coûts et sur ses avantages, ainsi que sur les frontières avec les autres modes de règlement, acteurs et instances.

- **La dynamique du conflit : au cœur de la pratique d'une médiatrice familiale**

Source : <http://www.editions-eres.com/ouvrage/3751/la-dynamique-du-conflit>



- **Auteur :** Claire Bonnelle
- **Editeur :** érès
- **Date de parution :** 18 Février 2016
- **Collection :** Trajets
- 280 pages
- **EAN :** 9782749250076

Présentation (extrait)

L'auteur décrit le conflit en tant que processus d'interaction dans sa forme et son déroulement. Elle l'analyse du point de vue du médiateur sans jugement sur les personnes ni sur le contenu des allégations.

Claire Bonnelle est médiatrice et formatrice. Elle s'est formée au CNAM à Paris (médiation généraliste), à l'IEP de Grenoble (sociologie et sciences politiques) et elle est titulaire du Diplôme d'État de Médiateur familial.

- **La gouvernance**

Source : <http://www.cairn.info/la-gouvernance--9782130653530.htm>



- **Auteur** : Philippe Moreau Defarges
- **Date de parution** : 2015
- **Editeur** : Presses Universitaires de France
- **Collection** : Que sais-je ?
- **Pages** : 128
- **ISBN** : 9782130653530

Présentation (extrait)

Cet ouvrage explique la notion de gouvernance, expression de la quête des sociétés riches et démocratiques d'une politique dépolitisée. Il en expose les applications et en interroge les limites.

- Nouveautés numériques

- Nouveautés étrangères

- ✓ Service en ligne

- **MaddyTools : Médiacnf, le service de médiation à distance**

Source : <http://www.maddyness.com/outils/2016/01/14/mediacnf/> (page consultée le 14/01/2016)

Médiacnf (<https://www.mediacnf.fr/>) est un service innovant de **médiation en ligne** ou en face à face pour résoudre les litiges.

Médiacnf est donc né de l'idée d'accompagner le fort développement prévisible de la médiation dans les années à venir. Ainsi, par le biais de ses outils, la plateforme Médiacnf permet d'organiser des médiations en ligne en facilitant la mise en relation entre les médiateurs, les entreprises et les justiciables grâce à des outils innovants.



✓ Sites web

- Québec – site web d'Éducaloi - Les modes de prévention et de règlement des conflits : quels sont les avantages ?

Source : <http://www.journallarevue.com/Blog-Article/b/27631/Les-modes-de-prevention-et-de-reglement-des-conflits-quels-sont-les-avantages> (page consultée le 08/01/2016)

Le 1^{er} janvier 2016, un nouveau Code de procédure civile entrain en vigueur au Québec. Avec cette modification législative, la Ministre de la Justice et Procureure générale du Québec, Stéphanie Vallée, affirmait vouloir encourager les citoyens à se parler plutôt qu'à se tourner vers les tribunaux pour régler leurs conflits.

De plus, vous pouvez vous référer au site web d'Éducaloi (<https://www.educaloi.qc.ca/capsules/les-methodes-alternatives-de-reglement-des-conflits>) pour plus d'information sur les divers modes PRD.



- **Blacklistic : le médiateur entre consommateurs et e-commerçants**

Source : <http://www.digitalbusinessnews.com/blacklistic-le-mediateur-entre-consommateurs-et-e-commerçants/> (page consultée le 11/01/2016)

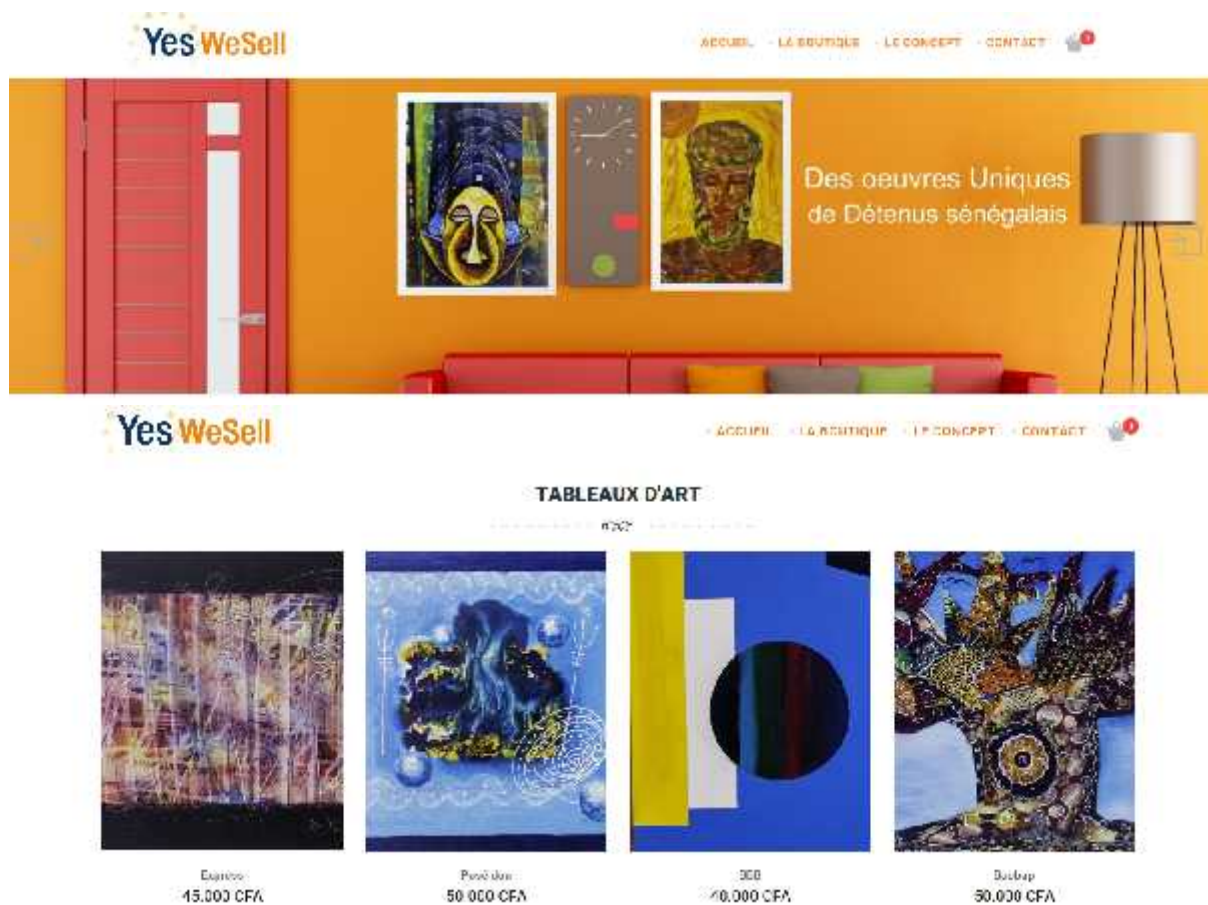
Créé en 2013, **Blacklistic** (<http://www.blacklistic.fr/>) propose une médiation entre les clients en ligne mécontents et les services clients du e-commerce français. Le consommateur peut y blacklister un commerçant, y publier sa réclamation et la partager sur les réseaux sociaux. Le commerçant y reprend le contrôle de sa réputation en jouant la carte de la conciliation.



- **Sénégal - Un site web qui arrime les prisons au e-commerce**

Source : <http://www.agenceecofin.com/internet/0601-34887-senegal-un-site-web-qui-arrime-les-prisons-au-e-commerce> (page consultée le 06/01/2016)

Les prisons sénégalaises se mettent au commerce en ligne. En effet, le site web « YesWeSell » <http://yeswesell.org/> a été créé pour permettre aux prisonniers de vendre ce qu'ils fabriquent, notamment des objets d'art, les mobiliers de maison ou encore des produits artisanaux.



✓ Blog

- Espagne - Blog del Defensor del Pueblo = Blog du Défenseur du Peuple

Source : <https://www.defensordelpueblo.es/dpblog/institucional/blog-defensor-del-pueblo/> (page consultée le 12/01/2016)

L'objectif de ce blog est d'informer les citoyens sur les sujets traités par l'Institution et qui peuvent susciter un commentaire ou une explication.

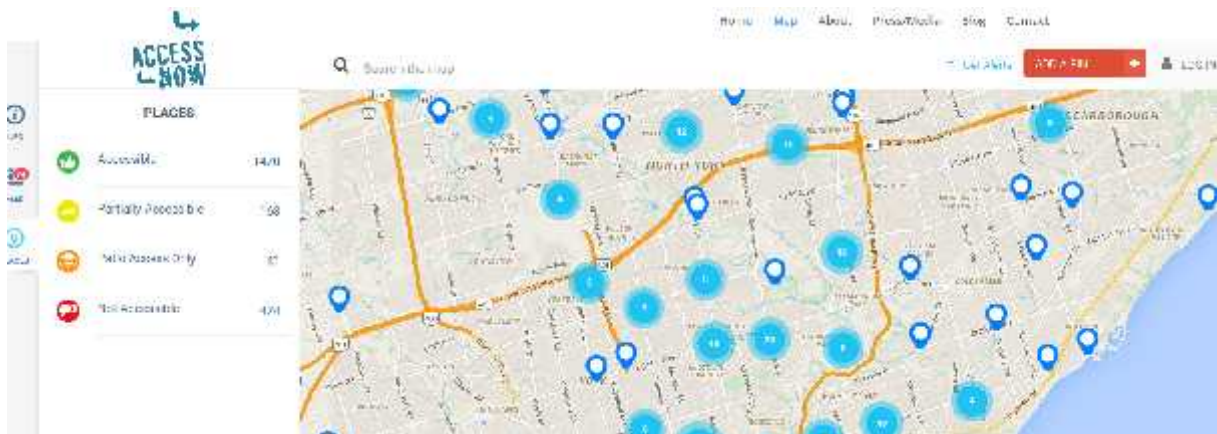


✓ Application mobile

- **Canada - Toronto - une nouvelle application torontoise change la vie des personnes à mobilité réduite**

Source : <http://ici.radio-canada.ca/regions/ontario/2016/01/02/001-accessnow-application-maayanziv.shtml> (page consultée le 02/01/2016)

Trouver un commerce ou un restaurant accessible relève parfois du **parcours du combattant pour les personnes à mobilité réduite**. À Toronto, la situation est toutefois en train de changer, grâce à une nouvelle application mobile <http://accessnow.ca/> qui permet d'identifier les lieux accessibles en quelques clics.



Bulletin De Veille Documentaire

Directeur du Bulletin

M. Abdelaziz Benzakour
Médiateur du Royaume

Membres

M. Mohamed Lididi
Secrétaire Général de l'Institution

M. Mustapha Ismaili
*Chef de la Section du Traitement
Informatique, des Statistiques et de
la Documentation*

Coordination

Mme Meryem El Houari
*Chef de l'Unité de Gestion des
Archives et de la Documentation*

Réalisation

Mme Meryem El Houari

Mme Narjis Piro

Mme Nada Elkharij

Collaboration

M. Hicham Bayahya
Ingénieur d'Application
